

HSBC : du commerce de l'opium à l'évasion fiscale massive, l'histoire d'une banque au présent sulfureux

Eric
TOUSSAINT

16 février
2015



Les scandales n'ont pas fini de rattraper la Hong Kong and Shanghai Banking Corporation (HSBC). Après avoir été l'arme financière de l'empire britannique en Asie, la banque est désormais éclaboussée par le dossier SwissLeaks, un scandale aux multiples facettes, de la fraude fiscale en France aux affaires politiques et financières en Espagne ou en Grèce. Sans oublier d'autres délits et manipulations.

La banque HSBC est revenue sur le devant de la scène. Selon les informations publiées par plusieurs organes de presse le 9 février 2015, 180,6 milliards d'euros seraient passés, à Genève, par les comptes HSBC, entre le 9 novembre 2006 et le 31 mars 2007 – soit en moins de 5 mois ! Mohamed VI roi du Maroc, des vedettes du monde du spectacle, de multiples sociétés privées, auraient confié à HSBC la mission de dissimuler au fisc et à la justice de leur pays une partie de leurs revenus. Dans l'article ci-dessous, nous revenons sur l'histoire passée et récente d'HSBC, une des principales banques privées à l'échelle mondiale.

Une banque née du commerce de l'opium

Le sigle HSBC signifie Hong Kong and Shanghai Banking Corporation. Dès ses origines, la banque est mêlée au commerce international de drogues dures. Elle est fondée dans le sillage de la victoire britannique contre la Chine dans les deux guerres de l'opium (1839-1842 et 1856-1860). Ces deux guerres jouent un rôle décisif dans le renforcement de l'empire britannique et dans la marginalisation de la Chine qui a duré environ un siècle et demi. Au cours de ces deux guerres, le Royaume-Uni réussit à imposer à la Chine d'accepter les exportations britanniques d'opium en provenance de l'Inde, composante de l'empire britannique. La Chine tente bien de s'opposer au commerce de l'opium mais les armes britanniques, avec le soutien de Washington, ont le dessus.

Londres crée une colonie à Hong Kong et, en 1865, est fondée la Hong Kong and Shanghai Banking Corporation par un commerçant écossais spécialisé dans l'importation d'opium (à l'époque, 70 % du fret maritime qui transite par Hong Kong concerne l'opium venu des Indes). Depuis ce moment, l'histoire de la banque suit étroitement la politique extérieure du Royaume-Uni et les intérêts du grand patronat britannique en Asie. Après 1949 et la victoire de la Chine de Mao, la banque se replie sur Hong Kong, resté territoire britannique

HSBC impliquée dans d'autres crimes financiers

Ensuite, entre 1980 et 1997, elle développe ses activités aux États-Unis et en Europe. Elle ne déplace son siège

social de Hong Kong à Londres qu'en 1993, avant la rétrocession du territoire à la République populaire de Chine réalisée en 1997. HSBC reste incontournable à Hong Kong dont elle émet 70 % des billets de banques (le dollar de Hong Kong). En 2014, le groupe mondial HSBC emploie 260 000 personnes, est présent dans 75 pays et déclare 54 millions de clients. Hong Kong constitue encore un élément clé, notamment pour recycler l'argent accumulé par la nouvelle classe dirigeante chinoise.

En plus du blanchiment d'argent de la drogue et du terrorisme, HSBC est impliquée dans d'autres affaires : la manipulation du marché des taux de change (l'affaire a éclaté en 2013 et porte sur un marché quotidien de 5 300 milliards de dollars), la manipulation des taux d'intérêt interbancaire (dont le Libor), la vente abusive et frauduleuse de dérivés sur les taux d'intérêt, la vente abusive et frauduleuse de produits d'assurances aux particuliers et aux PME au Royaume-Uni (la FSA, l'autorité de contrôle britannique, a poursuivi HSBC dans cette affaire qui a révélé que la banque a vendu des assurances ne servant à rien ou si peu ! [1]), la vente abusive de Mortgage Backed Securities aux Etats-Unis, la manipulation du cours de l'or et du cours de l'argent (l'affaire a éclaté en janvier-février 2014 [2]) et l'organisation à une échelle massive de l'évasion fiscale des grosses fortunes.

Hervé Falciani, le Edgar Snowden d'HSBC ?

Hervé Falciani, un citoyen franco-italien, a travaillé aux services informatiques de HSBC Suisse à Genève de 2006 à 2008. Avant de quitter la banque, il a copié 127 000 fichiers qui relient HSBC à des opérations massives de fraude et d'évasion fiscale dans laquelle elle joue un rôle souvent actif. Il s'installe en France. La Suisse décide de l'arrêter et lance un mandat d'arrêt international via Interpol pour « soustraction de données », « violation du secret bancaire et du secret commercial » et « présomption de service de renseignements économiques ». Il faut souligner que la Suisse n'a pas attaqué HSBC.

Début 2009, le domicile niçois de Falciani fait l'objet d'une perquisition effectuée par la police locale. Les infos qu'il détient sont explosives : parmi les 127 000 fichiers se trouvent des exilés fiscaux français (8 231 selon Falciani), belges (plus de 800), espagnols (plus de 600 noms), grecs (la fameuse liste dite Lagarde car la ministre française l'a remise aux autorités grecques en 2010, elle contient environ 2 000 noms), allemands, italiens, mexicains, états-uniens... Hervé Falciani remet tout ou une partie des informations qu'il détient aux autorités françaises et à celles d'autres pays.

Des scandales en série

Ensuite, selon ses dires, il collabore avec les autorités de Washington auxquelles il livre des informations qui font avancer l'affaire du blanchiment par HSBC de l'argent des cartels de la drogue du Mexique et de Colombie. Puis il se rend en Espagne en 2012 afin de collaborer avec les autorités espagnoles. Il y est d'abord arrêté en application du mandat d'arrêt lancé par la Suisse. La Suisse insiste pour que l'Espagne lui livre Hervé Falciani, ce que l'Espagne refuse en mai 2013 car la justice espagnole le considère comme un témoin privilégié dans plusieurs affaires de fraude et d'évasion fiscale.

La communication aux autorités espagnoles des données dérobées par Hervé Falciani permet dès 2011 de découvrir une grande quantité d'argent (environ 2 milliards €) déposée en Suisse par des membres de la famille d'Emilio Botin, le président de Santander (la première banque espagnole). Celui-ci, acculé, a versé aux autorités espagnoles 200 millions € d'amende. Les données livrées par Hervé Falciani ont également débouché sur le scandale du financement frauduleux du Parti Populaire, le parti du premier ministre Mariano Rajoy. La justice espagnole fournit une protection policière permanente à Hervé Falciani. Les autorités belges et françaises le rencontrent, utilisent les données fournies, et instruisent des dossiers. Il n'est pas du tout certain que cela débouchera sur des condamnations pour fraude car il est plus que probable que des arrangements financiers – en Belgique, cela s'appelle des régularisations fiscales – permettront aux fraudeurs d'y échapper.

Les lanceurs d'alerte pourchassés

Les lanceurs d'alerte ne bénéficient pas de cette pusillanimité. Dans cette affaire, non seulement la Suisse cherche à arrêter le lanceur d'alerte, mais c'est également le cas en Grèce : la justice a arrêté l'éditeur de la revue « *Hot Doc* », Kostas Vaxevanis, parce qu'il avait osé publier en octobre 2012 la liste Lagarde-HSBC-

Falciani que les autorités grecques avaient égarée depuis trois ans [3]. Suite aux réactions citoyennes en Grèce et sur le plan international, le journaliste a finalement été acquitté lors de son procès.

Les dirigeants de HSBC n'ont pas, pour l'instant, à souffrir de tels désagréments. En 2013, l'Union européenne a annoncé qu'elle fixait une limite aux bonus que pouvaient recevoir les dirigeants et les traders d'une banque. Le bonus ne peut pas être supérieur au double de la rémunération salariale fixe. Si un dirigeant a une rémunération fixe de 1,5 million d'euros par an, les bonus ne pourront pas dépasser 3 millions d'euros (donc une rémunération totale de 4,5 millions). Qu'à cela ne tienne, la direction d'HSBC a annoncé en février 2014 qu'elle allait fortement augmenter la rémunération fixe de ces dirigeants afin que leur bonus ne soit pas réduit [4].

Eric Toussaint [5], porte-parole du CADTM [6]

9 février 2015

[A lire également](#) [LGS]

»» <http://cadtm.org/Swiss-leaks-HSBC-une-banque-au>

Notes

[1] *Le Monde*, "Cernée par les scandales, HSBC ternit un peu plus la réputation de la City", 1er août 2012.

[2] *Financial Times*, "Fears over gold price rigging put investors on alert. German and UK regulators investigate", 24 février 2014.

[3] Kostas Vaxevanis, "Pourquoi j'ai publié la liste Lagarde", *The Guardian*, 31 octobre 2012

[4] *Financial Times*, "HSBC plans to sidestep EU Bonus cap revealed", 25 février 2014.

[5] Auteur de *Bancocratie* (Editions Aden, Bruxelles, 2014), maître de conférence à l'université de Liège, porte-parole du CADTM.

[6] L'article a été légèrement modifié par Basta ! Retrouvez l'intégralité sur [le site du CADTM](#).